



RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
SECTEURS D'ACTIVITÉS.....	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2016	3
MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS	4
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS	9
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	16
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	20
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	24

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI » ou « la société mère »), est une entreprise de communication qui œuvre dans trois secteurs d'activités : la télédiffusion et production, les magazines et les services cinématographiques et audiovisuels. En télédiffusion et production, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter sept services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. Dans le secteur magazines, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines au Québec. Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels offre des services de location de studios et d'équipements ainsi que des services de postproduction et d'effets visuels. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du second trimestre 2016 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 juin 2016 et 2015 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») dont, en particulier, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2015, de même qu'avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2016.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Au début de l'exercice 2016, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. Suite à ces changements, certaines activités du secteur télédiffusion et production, anciennement exercées par TVA Accès inc. (maintenant Mels Doublage inc.), ont été transférées au sein de différentes entités de la Société. Ainsi, les activités de production commerciale sont demeurées au sein du secteur télédiffusion et production, les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia ont été intégrées aux activités du secteur magazines alors que les activités de doublage font maintenant partie du secteur des services cinématographiques et audiovisuels. L'information financière des périodes comparatives précédentes a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les activités de la Société se composent dorénavant des secteurs suivants :

- **Le secteur télédiffusion et production** inclut les activités du Réseau TVA (y compris la filiale et les divisions TVA Productions inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur magazines**, par l'entremise de ses filiales, notamment TVA Publications inc. et Les Publications Charron & Cie inc., comprend les activités d'édition de magazines de langues française et anglaise dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode, les sports et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines ainsi que les activités d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia.
- **Le secteur des services cinématographiques et audiovisuels**, par le biais des filiales Mels Studios et Postproduction s.e.n.c. (« MELS ») et Mels Doublage inc., inclut les activités de services de location de studios et d'équipements, de doublage ainsi que les services de postproduction et effets visuels.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2016

- Le 18 avril 2016, la Société a déposé des demandes de renouvellement de licences pour toutes ses stations de télévision conventionnelles et ses services spécialisés auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), lesquelles licences viennent à échéance le 31 août 2017.
- Le 15 juin 2016, le CRTC a déposé son nouveau cadre politique relatif à la télévision locale et communautaire. Cette nouvelle politique contient des décisions qui pourraient permettre à la Société de bénéficier de sommes supplémentaires pour la production de nouvelles locales dans leurs marchés respectifs. Il est du ressort des entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») de déterminer si elles désirent consacrer une partie de leur contribution à l'expression locale dans la production de nouvelles pour les stations de télévision locales. Ce nouveau cadre politique entrera en vigueur au 1^{er} septembre 2017.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e) (« Résultats d'exploitation ajustés »)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activités. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il (elle) constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1**Conciliation du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) présenté(e) dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e) :				
Télédiffusion et production	(2 431) \$	867 \$	(6 315) \$	(7 792) \$
Magazines	3 920	1 219	5 979	2 184
Services cinématographiques et audiovisuels	938	5 285	3 060	5 288
	2 427	7 371	2 724	(320)
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	8 920	7 079	17 354	13 887
Charges financières	866	870	1 836	2 805
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	708	2 304	1 160	2 711
Recouvrement d'impôts	(2 126)	(412)	(4 225)	(6 394)
Part (du bénéfice) de la perte dans les entreprises associées	(222)	258	(328)	4 110
Participation ne donnant pas le contrôle	(43)	(140)	(8)	(140)
Perte nette attribuable aux actionnaires	(5 676) \$	(2 588) \$	(13 065) \$	(17 299) \$

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**Comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015**

Produits d'exploitation de 144 229 000 \$, en baisse de 15 195 000 \$ (-9,5 %).

- Baisse de 5 517 000 \$ (-5,0 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement au recul des revenus publicitaires de la chaîne « TVA Sports », conséquence directe de l'absence des Canadiens de Montréal des séries éliminatoires de la ligue nationale de hockey (« LNH »). Cette baisse a été compensée en partie par la hausse de 6,4 % des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées, en particulier de « TVA Sports ».
- Baisse de 2 150 000 \$ (-6,9 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015 ainsi qu'à la baisse des revenus publicitaires pour les magazines comparables. Ces baisses ont été compensées en partie par l'ajout des revenus générés par les magazines acquis de Transcontinental inc. (« Transcontinental ») le 12 avril 2015 (les « magazines acquis »).
- Baisse de 7 205 000 \$ (-36,3 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à la baisse de 49,7 % des revenus de location de studios et d'équipements et à la baisse de 45,1 % des revenus d'effets visuels.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Télédiffusion et production	105 061	\$ 110 578	\$ 211 024	\$ 214 101
Magazines	29 197	31 347	56 684	46 225
Services cinématographiques et audiovisuels	12 650	19 855	28 162	30 104
Éléments intersectoriels	(2 679)	(2 356)	(6 118)	(4 492)
	144 229	\$ 159 424	\$ 289 752	\$ 285 938

Bénéfice d'exploitation ajusté de 2 427 000 \$, soit un écart défavorable de 4 944 000 \$ (-67,1 %).

- Écart défavorable de 3 298 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de la perte d'exploitation ajustée provenant de la chaîne « TVA Sports ».
- Écart favorable de 2 701 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), principalement attribuable au bénéfice d'exploitation ajusté généré pour la première portion du mois d'avril 2016 par les magazines acquis de Transcontinental le 12 avril 2015, aux synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis et aux autres initiatives de réduction de coûts.
- Écart défavorable de 4 347 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à la diminution du bénéfice d'exploitation ajusté généré par la location de studios et d'équipements dû à un volume d'activités significativement moins élevé.

Tableau 3
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Télédiffusion et production	(2 431)	\$ 867	\$ (6 315)	\$ (7 792)
Magazines	3 920	1 219	5 979	2 184
Services cinématographiques et audiovisuels	938	5 285	3 060	5 288
	2 427	\$ 7 371	\$ 2 724	\$ (320)

Perte nette attribuable aux actionnaires de 5 676 000 \$ (-0,13 \$ par action de base et dilué), comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 2 588 000 \$ (-0,06 \$ par action de base et dilué) pour la même période de 2015.

- Cet écart défavorable de 3 088 000 \$ (-0,07 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté de 4 944 000 \$;
 - l'écart défavorable de 1 841 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement;

partiellement compensés par :

- l'écart favorable de 1 714 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts;
 - l'écart favorable de 1 596 000 \$ au niveau des frais de rationalisation, dépréciation d'actifs et autres;
 - l'écart favorable de 480 000 \$ au niveau de la participation dans les entreprises associées.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour les trimestres terminés les 30 juin 2016 et 2015.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 8 920 000 \$, soit une hausse de 1 841 000 \$ principalement attribuable à la révision, au cours du quatrième trimestre de 2015, de la durée d'utilisation de certaines immobilisations acquises de MELS ainsi qu'au déménagement dans des locaux adjacents au Centre Vidéotron et à la conversion des facilités de production en haute définition de la station de Québec.

Charges financières relativement stables à 866 000 \$.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 708 000 \$ pour le second trimestre de 2016 comparativement à une charge de 2 304 000 \$ pour la période correspondante de 2015.

- Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 498 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 404 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 76 000 \$ dans le secteur magazines et 18 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels. Au cours de cette même période, la Société a également comptabilisé une perte de 198 000 \$ relativement à l'ajustement final d'une contrepartie conditionnelle reliée à la vente des activités d'édition de livres acquises de Transcontinental et simultanément cédées à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun.
- Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2015, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 1 835 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 465 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production, 1 280 000 \$ dans le secteur magazines et 90 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels. Au cours de cette même période, la Société avait également comptabilisé des honoraires professionnels ainsi que des coûts d'intégration de 469 000 \$ relativement aux acquisitions de MELS et des magazines de Transcontinental.

Recouvrement d'impôts de 2 126 000 \$ (taux effectif de 26,4 %) au second trimestre 2016 comparativement à un recouvrement d'impôts de 412 000 \$ (taux effectif de 14,3 %) pour la même période de 2015.

- La baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % pour les deuxièmes trimestres de 2016 et de 2015 s'explique essentiellement par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles. Cet écart permanent a eu un impact plus grand sur le taux effectif du deuxième trimestre de 2015 étant donné la perte avant impôts moins élevée pour cette période par rapport à la perte avant impôts de la période correspondante de 2016.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 222 000 \$ au second trimestre 2016, comparativement à une perte de 258 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2015, soit un écart favorable de 480 000 \$ qui s'explique essentiellement par l'absence, au second trimestre de 2016, de la part de la Société dans la perte de Télévision ROC s.e.n.c. (« Télévision ROC », anciennement Société en nom collectif SUN News) laquelle a cessé l'exploitation au premier trimestre 2015 de la chaîne spécialisée SUN News.

Participation ne donnant pas le contrôle de 43 000 \$ au second trimestre 2016 contre 140 000 \$ au trimestre correspondant de 2015.

- La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de l'actionnaire minoritaire dans la perte nette d'une société détenue à 51 % par TVA Publications inc. pour l'exploitation de certains magazines acquis.

Comparaison des six premiers mois de 2016 et 2015

Produits d'exploitation de 289 752 000 \$, en hausse de 3 814 000 \$ (1,3 %).

- Baisse de 3 077 000 \$ (-1,4 %) dans le secteur télédiffusion et production (tableau 2) due essentiellement au recul des revenus publicitaires provenant de « TVA Sports » tel qu'expliqué dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015. Ce recul a été compensé en partie par la hausse de 6,2 % des revenus d'abonnement des chaînes spécialisées, en particulier de « TVA Sports » et par la hausse de 1,4 % des revenus provenant du Réseau TVA.
- Hausse de 10 459 000 \$ (22,6 %) dans le secteur magazines (tableau 2), principalement attribuable à l'impact favorable qu'a eu l'acquisition des magazines de Transcontinental le 12 avril 2015, compensé en partie par la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015 ainsi que par la baisse des revenus publicitaires pour les magazines comparables.
- Baisse de 1 942 000 \$ (-6,5 %) dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 2), due essentiellement à la diminution des revenus liés aux activités d'effets visuels compensée en partie par la hausse des revenus de doublage.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 2 724 000 \$, soit un écart favorable de 3 044 000 \$.

- Écart favorable de 1 477 000 \$ dans le secteur télédiffusion et production (tableau 3), principalement attribuable à l'augmentation de 7,5 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA.
- Écart favorable de 3 795 000 \$ dans le secteur magazines (tableau 3), expliqué principalement par l'intégration du bénéfice d'exploitation ajusté des magazines acquis pour une plus grande période en 2016 ainsi que par la réalisation de synergies et d'économies de coûts opérationnels.
- Écart défavorable de 2 228 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (tableau 3), principalement attribuable à la diminution du bénéfice d'exploitation ajusté généré par la location de studios et d'équipements ainsi que par la postproduction.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 13 065 000 \$ (-0,30 \$ par action de base et dilué) au cours des six premiers mois de 2016, comparativement à une perte nette attribuable aux actionnaires de 17 299 000 \$ (-0,50 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2015.

- Cet écart favorable de 4 234 000 \$ (0,20 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - l'écart favorable de 4 438 000 \$ au niveau de la participation dans les entreprises associées;
 - la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté de 3 044 000 \$;
 - l'écart favorable de 1 551 000 \$ au niveau des frais de rationalisation, dépréciation d'actifs et autres;
 - l'écart favorable de 969 000 \$ au niveau des charges financières;
 partiellement compensés par :
 - l'écart défavorable de 3 467 000 \$ au niveau de la dépense d'amortissement;
 - l'écart défavorable de 2 169 000 \$ au niveau du recouvrement d'impôts.

- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 43 205 535 pour le semestre terminé le 30 juin 2016 et de 34 449 274 pour le semestre correspondant de 2015. Cette augmentation de la moyenne pondérée d'actions diluée en circulation découle de l'émission de 19 434 629 actions classe B le 20 mars 2015 dans le cadre de la clôture d'une offre de droits de souscription aux actionnaires existants.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 17 354 000 \$, soit une hausse de 3 467 000 \$. En plus des éléments mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015, la hausse s'explique également par l'amortissement des actifs incorporels découlant de l'acquisition des magazines de Transcontinental.

Charges financières de 1 836 000 \$, soit une baisse de 969 000 \$ qui s'explique principalement par la comptabilisation, au cours du premier trimestre de 2015, d'une charge d'intérêts reliée à la facilité de crédit de 100 000 000 \$ consentie par QMI.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 1 160 000 \$ pour les six premiers mois de 2016 comparativement à une charge de 2 711 000 \$ pour la période correspondante de 2015.

- En plus des éléments mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres de 2016 et 2015, la Société avait, au cours du premier trimestre de 2016, enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 392 000 \$ suite à l'abolition de postes dont 314 000 \$ dans le secteur magazines et 78 000 \$ dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels (245 000 \$ au cours du premier trimestre 2015 dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels).
- Au cours du premier trimestre 2016, la Société avait également comptabilisé des honoraires professionnels de 60 000 \$ relativement aux acquisitions de MELS et des magazines de Transcontinental (162 000 \$ au cours du premier trimestre 2015).

Recouvrement d'impôts de 4 225 000 \$ (taux effectif de 24,0 %) pour les six premiers mois de 2016, comparativement à un recouvrement d'impôt de 6 394 000 \$ (taux effectif de 32,4 %) pour la même période de 2015.

- Au premier semestre 2016, la légère baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique, entre autres, par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au premier semestre de 2015, la hausse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de Télévision ROC pour cette période.

Part du bénéfice dans les entreprises associées de 328 000 \$ au cours des six premiers mois de 2016, comparativement à une perte de 4 110 000 \$ pour la période correspondante de 2015, soit un écart favorable de 4 438 000 \$. L'écart favorable s'explique principalement par la part de la Société dans la perte de Télévision ROC pour le premier semestre 2015, qui incluait l'ensemble des coûts reliés à la cessation des activités de la chaîne spécialisée SUN News.

Participation ne donnant pas le contrôle de 8 000 \$ au premier semestre de 2016 contre 140 000 \$ pour le semestre correspondant de 2015, soit une baisse expliquée par la diminution de la perte nette d'une société détenue à 51 % par TVA Publications inc. pour l'exploitation de certains magazines acquis.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télédiffusion et production

Comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015

Produits d'exploitation de 105 061 000 \$, soit une diminution de 5 517 000 \$ (-5,0 %), principalement attribuable à :

- la diminution de 51,8 % des revenus publicitaires de la chaîne « TVA Sports » occasionnée par l'absence des Canadiens de Montréal des séries éliminatoires de la LNH;
- la légère baisse des revenus du Réseau TVA;

compensées en partie par :

- la hausse de 6,4 % des revenus d'abonnement pour l'ensemble des chaînes spécialisées incluant la perte des revenus d'abonnement associée à la fermeture de la chaîne « Argent » au cours du deuxième trimestre 2016. La chaîne « TVA Sports » s'accapare 78,5 % de cette croissance;
- la hausse des produits d'exploitation de TVA Films expliquée principalement par la vente de droits de diffusion à l'étranger.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

Deuxième trimestre 2016 vs Deuxième trimestre 2015			
	2016	2015	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	23,4	22,0	1,4
SRC	11,1	10,9	0,2
V	7,0	7,1	-0,1
	41,5	40,0	1,5
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	12,9	14,4	-1,5
Bell Média	14,6	17,1	-2,5
Corus	8,7	7,1	1,6
SRC	5,2	4,5	0,7
Autres	4,9	5,2	-0,3
	46,3	48,3	-2,0
Total chaînes anglophones et autres :	12,2	11,7	0,5
Groupe TVA	36,3	36,4	-0,1

Source : Numeris, Québec franco, 1^{er} avril au 30 juin 2016, l-d, 2h-2h, t2+.

Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2016, les parts de marché de Groupe TVA sont demeurées relativement stables à 36,3 parts.

Le Réseau TVA a connu une croissance de ses parts de marché par rapport à la même période de 2015 pour atteindre 23,4 parts (+1,4 part), soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 4 des 5 émissions les plus regardées au Québec durant le deuxième trimestre 2016, dont *La Voix* qui s'est démarquée, une fois de plus, en se retrouvant en première position avec un auditoire dépassant les 2,7 millions de téléspectateurs.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 12,9 parts pour le deuxième trimestre de 2016 comparativement à 14,4 parts pour la même période de 2015 (-1,5 part). Cette baisse provient essentiellement de la chaîne « TVA Sports » avec l'absence des Canadiens de Montréal et des autres équipes canadiennes des séries éliminatoires de hockey de la Coupe Stanley. Malgré tout, les cotes d'écoute des matchs en séries, excluant ceux de l'équipe montréalaise, ont bien performé par rapport à l'année 2015, notamment les matchs de la finale de la Coupe Stanley qui ont connu en moyenne une augmentation de 6 % de leurs cotes d'écoute par rapport aux matchs de l'édition 2015.

Charges d'exploitation de 107 492 000 \$, soit une baisse de 2 219 000 \$ (-2,0 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par :
 - la baisse de 4,6 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » découlant essentiellement d'une diminution des frais de production d'émissions et des commissions sur ventes en lien avec la diminution des revenus publicitaires;
 - la baisse de 2,8 % des charges d'exploitation des autres services spécialisés provenant, entre autres, de la fermeture de la chaîne « Argent » en avril dernier;
 - la baisse de 0,9 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant principalement d'une diminution des coûts de contenu;
- compensées en partie par :
- l'augmentation des charges d'exploitation de la division TVA Films provenant principalement des frais variables sur les ventes à l'étranger.

Perte d'exploitation ajustée de 2 431 000 \$, soit une variation défavorable de 3 298 000 \$, expliquée principalement par :

- la hausse de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique essentiellement par le recul des revenus publicitaires, compensé en partie par la réduction des charges d'exploitation et l'augmentation des revenus d'abonnement;

compensée en partie par :

- la hausse de 10,8 % du bénéfice d'exploitation ajusté des autres services spécialisés, principalement attribuable à la diminution des charges d'exploitation telle que mentionnée ci-dessus.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 99,2 % pour le second trimestre 2015 à 102,3 % pour la même période de 2016. Cette hausse provient principalement de « TVA Sports » avec le recul de ses revenus d'exploitation tel que mentionné ci-dessus et ce, malgré des économies au niveau de ses charges d'exploitation.

Comparaison des six premiers mois de 2016 et 2015

Produits d'exploitation de 211 024 000 \$, soit une diminution de 3 077 000 \$ (-1,4 %), principalement attribuable à :

- la diminution de 36,1 % des revenus publicitaires provenant de la chaîne « TVA Sports », étant donné l'absence des Canadiens de Montréal des séries éliminatoires de la LNH;

compensée en partie par :

- la hausse de 6,2 % des revenus d'abonnement pour l'ensemble des chaînes spécialisées malgré la fermeture de la chaîne « Argent » dont des croissances de 13,2 %, 13,0 %, 10,9 % et 7,0 % respectivement pour « MOI&cie », « addikTV », « Casa » et « TVA Sports »;
- la hausse de 1,4 % des revenus du Réseau TVA provenant essentiellement d'une augmentation des revenus provenant des droits de retransmission de signaux éloignés ainsi que de la production commerciale dû à un niveau d'activités plus élevé.

Charges d'exploitation de 217 339 000 \$, soit une diminution de 4 554 000 \$ (-2,1 %).

- Cette diminution est expliquée principalement par :

- la baisse de 5,3 % des charges d'exploitation de « TVA Sports » découlant essentiellement des mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015;
- la baisse de 3,0 % des charges d'exploitation des autres services spécialisés provenant principalement de la fermeture de la chaîne « Argent » en avril dernier;

compensées en partie par :

- la légère hausse de 0,4 % des charges d'exploitation du Réseau TVA.

Perte d'exploitation ajustée de 6 315 000 \$, soit une variation favorable de 1 477 000 \$, expliquée principalement par :

- la hausse de 30,7 % du bénéfice d'exploitation ajusté des chaînes spécialisées autres que « TVA Sports » provenant de l'augmentation des revenus d'exploitation combinée à une diminution des charges d'exploitation;
- la hausse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA découlant principalement de l'augmentation des revenus publicitaires et des revenus provenant des droits de retransmission de signaux éloignés;

compensées en partie par :

- la hausse de la perte d'exploitation ajustée de « TVA Sports », laquelle s'explique par les éléments mentionnés précédemment.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur télédiffusion et production (exprimés en pourcentage des revenus) sont relativement stables, passant de 103,6 % pour le premier semestre 2015 à 103,0 % pour la même période de 2016.

Magazines

Comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015

Produits d'exploitation de 29 197 000 \$, soit une baisse de 2 150 000 \$ (-6,9 %), principalement attribuable à :

- la diminution des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015;
- la baisse de 21,2 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables;

compensées en partie par :

- l'ajout des revenus générés par les magazines acquis de Transcontinental le 12 avril 2015 pour la première portion du mois d'avril 2016.

Fonds du Canada pour les périodiques

Le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 10,6 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2016 (9,4 % pour la période correspondante de 2015).

Statistiques de lectorat et de parts de marché

Avec près de 2,6 millions de lecteurs multiplateformes pour ses titres francophones, Groupe TVA est l'éditeur de magazines francophones numéro 1 au Québec et un pilier dans le marché des magazines au Canada avec près de 9 millions de lecteurs multiplateformes. Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, est l'hebdomadaire numéro 1 au Québec avec 618 000 lecteurs multiplateformes chaque semaine.

Référence canadienne en art de vivre depuis plus de 30 ans, « Canadian Living » est le magazine anglophone le plus lu par les femmes au Canada et détient 3,8 millions de lecteurs multiplateformes, en plus d'avoir la plus importante circulation au Canada avec plus de 460 000 copies tandis que son pendant francophone, « Coup de pouce », est le magazine en version imprimée le plus populaire au Québec et détient près de 1,3 million de lecteurs multiplateformes.

Les magazines de mode rejoignent près de 2,4 millions de lecteurs chaque mois sur l'ensemble des plateformes. Avec près de 1,6 million de lecteurs, toutes plateformes confondues, « ELLE Canada » est le magazine de mode le plus vendu au Canada. Du côté francophone, « ELLE Québec » s'avère le magazine de mode le plus lu avec ses 623 000 lecteurs multiplateformes.

Finalement, « The Hockey News » maintient sa grande popularité auprès des amateurs de sports avec plus de 1,9 million de lecteurs multiplateformes à chaque édition.

Sources :

Vividata, 2016 Q1, Total Canada, 12+

Alliance for Audited Media (« AAM »), Décembre 2015

Charges d'exploitation de 25 277 000 \$, soit une baisse de 4 851 000 \$ (-16,1 %), principalement attribuable :

- à la diminution des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015;
- aux synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis et aux autres initiatives de réduction de coûts pour les magazines comparables;

compensées en partie par :

- l'ajout des charges reliées aux magazines acquis de Transcontinental le 12 avril 2015 pour la première portion du mois d'avril 2016.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 3 920 000 \$, soit une variation favorable de 2 701 000 \$, expliquée principalement par le bénéfice d'exploitation ajusté généré pour la première portion du mois d'avril 2016 par les magazines acquis de Transcontinental le 12 avril 2015, par des synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis ainsi que par d'autres initiatives de réduction de coûts pour les magazines comparables.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué et représentent 86,6 % pour le second trimestre de 2016 contre 96,1 % pour la même période de 2015. Cette diminution s'explique principalement par les synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis et par les autres économies de coûts qui ont été plus importantes que la diminution des revenus d'exploitation.

Acquisition des magazines de Transcontinental

Le 12 avril 2015, TVA Publications inc. a acquis de Transcontinental 14 magazines, dont quatre magazines sont détenus et opérés en partenariat, trois sites web, des contrats relatifs à de l'édition sur mesure et des activités d'édition de livres.

Parmi les 14 titres acquis, notons « Coup de pouce », « Canadian Living », « Style at home », « Canadian Gardening » et « The Hockey News ». TVA Publications inc. a également acquis une participation effective de 51 % dans Les Publications Groupe TVA-Hearst inc., laquelle lui octroie le contrôle des titres « ELLE Canada » et « ELLE Québec », en plus d'une participation de 50 % dans Publications Senior inc., société exploitant les marques « Le Bel Âge » et « Good Times ».

Le second trimestre 2015 avait été caractérisé par l'intégration des magazines acquis aux opérations existantes du secteur magazines. La Société est maintenant en mesure de profiter de l'apport positif des nouveaux titres et des synergies initialement identifiées lors de l'acquisition.

Comparaison des six premiers mois de 2016 et 2015

Produits d'exploitation de 56 684 000 \$, soit une hausse de 10 459 000 \$ (22,6 %), principalement attribuable à :

- l'ajout des revenus des magazines acquis de Transcontinental depuis le 12 avril 2015;
- l'augmentation des revenus d'édition sur mesure dû à un volume d'activités plus élevé;

compensés en partie par :

- la baisse des produits d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015;
- la baisse de 19,9 % des revenus publicitaires pour les magazines comparables.

Charges d'exploitation de 50 705 000 \$, soit une hausse de 6 664 000 \$ (15,1 %), principalement attribuable à :

- l'ajout des charges d'exploitation des magazines acquis de Transcontinental depuis le 12 avril 2015;

compensé en partie par :

- la baisse des charges d'exploitation reliée à la cessation de la publication de certains titres au cours de l'année 2015;
- des synergies opérationnelles réalisées depuis l'intégration des magazines acquis et à d'autres initiatives de réduction de coûts pour les magazines comparables.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 5 979 000 \$, soit une variation favorable de 3 795 000 \$, expliquée principalement par le bénéfice d'exploitation ajusté généré pour la période du 1^{er} janvier au 12 avril 2016 par les magazines acquis de Transcontinental le 12 avril 2015 ainsi que par des synergies opérationnelles et des économies de coûts réalisées pour les magazines comparables.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur magazines (exprimés en pourcentage des revenus) ont diminué, passant de 95,3 % pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2015 à 89,5 % pour la même période se terminant le 30 juin 2016. Cette diminution s'explique essentiellement par les synergies opérationnelles et les autres économies de coûts réalisées.

Services cinématographiques et audiovisuels

Comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015

Produits d'exploitation de 12 650 000 \$, soit une diminution de 7 205 000 \$ (-36,3 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 49,7 % des revenus de location de studios et d'équipements découlant de la fin du tournage de la série américaine *Quantico* au début du deuxième trimestre 2016 alors qu'au cours du deuxième trimestre 2015, de nombreux tournages utilisaient nos studios et équipements de production notamment la production hollywoodienne d'envergure *X-Men Apocalypse* de la compagnie 20th Century Fox et le film *Nine Lives*;
- la baisse de 45,1 % des revenus provenant des effets visuels due à un volume d'activités moindre au deuxième trimestre de 2016 alors qu'au deuxième trimestre de 2015, le film franco-germano-canadien *Race*, réalisé par Stephen Hopkins, ainsi que la prestigieuse série franco-canadienne *Versailles* avaient utilisé l'expertise d'effets visuels de MELS.

Charges d'exploitation de 11 712 000 \$, soit une baisse de 2 858 000 \$ (-19,6 %). Cette baisse est expliquée

principalement par :

- la baisse de 31,0 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements découlant essentiellement du volume d'activités moins élevé;
- la baisse de 55,4 % des charges d'exploitation reliées aux effets visuels découlant principalement d'un niveau d'activités moins élevé.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 938 000 \$, soit une variation défavorable de 4 347 000 \$, expliquée principalement par la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté découlant d'un volume d'activités moindre au niveau de la location de studios et d'équipements tel que mentionné précédemment.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 73,4 % pour le deuxième trimestre 2015 à 92,6 % pour le deuxième trimestre 2016. Cette augmentation provient essentiellement de l'impossibilité de réduire les coûts dans la même proportion que la diminution des revenus provenant de la location de studios et d'équipements.

Comparaison des six premiers mois de 2016 et 2015

Produits d'exploitation de 28 162 000 \$, soit une diminution de 1 942 000 \$ (-6,5 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 49,6 % des revenus d'effets visuels due à un volume d'activités moindre au premier semestre de 2016 par rapport au semestre correspondant de 2015, expliqué par les mêmes éléments que dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2016 et 2015;

compensée en partie par :

- la hausse des revenus de doublage dû à un volume d'activités accru.

Les opérations de ce secteur d'activités sont fortement dépendantes de la disponibilité des studios et des équipements ainsi que de la possibilité de rencontrer les besoins des producteurs durant leurs périodes de tournage. De façon générale, le premier trimestre de l'année est une période où les activités sont habituellement réduites et les studios et équipements disponibles. Paradoxalement, la Société avait su tirer partie de son expertise et de ses relations privilégiées avec les producteurs locaux et internationaux pour réaliser un premier trimestre 2016 supérieur aux résultats habituels pour cette période de l'année. Cette performance exceptionnelle a permis de compenser en grande partie l'absence de productions d'envergure au cours du deuxième trimestre 2016 par rapport au deuxième trimestre 2015 au niveau de la location de studios et d'équipements.

Charges d'exploitation de 25 102 000 \$, soit une hausse de 286 000 \$ (1,2 %). Cette hausse est expliquée principalement par :

- la hausse de 17,3 % des charges d'exploitation reliées à la postproduction;
- la hausse de 4,8 % des charges d'exploitation reliées à la location de studios et d'équipements lesquelles s'ajustent selon les besoins spécifiques des producteurs et la disponibilité de nos équipements;

compensées en partie par :

- la baisse de 49,3 % des charges d'exploitation reliée au volume moindre des activités d'effets visuels.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 3 060 000 \$, soit une variation défavorable de 2 228 000 \$, expliquée principalement par la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté au niveau de la location de studios et d'équipements ainsi que de la postproduction.

Analyse de la relation coûts/revenus : Les coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur des services cinématographiques et audiovisuels (exprimés en pourcentage des revenus) ont augmenté, passant de 82,4 % pour le premier semestre 2015 à 89,1 % pour le premier semestre 2016. Cette augmentation provient essentiellement de la diminution des produits d'exploitation de ce secteur pour le premier semestre 2016 par rapport à la période correspondante en 2015.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 540	\$ 46 468	\$ 2 764	\$ 71 595
Émission de capital-actions, net des coûts de transaction	-	-	-	108 725
Acquisition nette d'entreprises	222	(55 200)	222	(55 200)
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(3 852)	(6 425)	(17 242)	(12 993)
Diminution (augmentation) des placements	293	(539)	293	(2 620)
Autres	1	170	22	(497)
Remboursement (augmentation) de la dette nette	4 204	\$ (15 526)	\$ (13 941)	\$ 109 010
	30 juin 2016		31 décembre 2015	
Situation à la fin :				
Dette à long terme		69 144	\$	68 812
Instrument financier dérivé		558		814
Dette échéant à court terme		5 156		4 219
Découvert bancaire		6 244		-
Moins : espèces		(5 312)		(11 996)
Dette nette		75 790	\$	61 849

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en baisse de 38 928 000 \$ pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2016 par rapport à la période correspondante de 2015 principalement dû à :

- la variation nette défavorable des actifs et passifs d'exploitation suivants :
 - des créiteurs et charges à payer pour 35 833 000 \$;
 - des droits à payer pour 14 012 000 \$;

- des émissions, droits de diffusion et stocks pour 6 020 000 \$;
- la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté de 4 944 000 \$;

compensées en partie par :

- la variation nette favorable de 20 906 000 \$ au niveau des débiteurs.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation en baisse de 68 831 000 \$ pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2016 par rapport à la même période de 2015 principalement dû à :

- la variation nette défavorable des passifs d'exploitation suivants :

- des droits à payer pour 40 563 000 \$;
- des créiteurs et charges à payer pour 40 309 000 \$;
- des revenus reportés pour 10 859 000 \$;

compensée en partie par :

- la variation nette favorable des actifs d'exploitation suivants :

- des débiteurs pour 11 329 000 \$;
- des émissions, droits de diffusion et stocks pour 4 121 000 \$;

- la hausse des résultats d'exploitation ajustés de 3 044 000 \$.

Fonds de roulement négatif de 11 182 000 \$ au 30 juin 2016 comparativement à un fonds de roulement de 10 248 000 \$ au 31 décembre 2015. Cet écart défavorable de 21 430 000 \$ est principalement attribuable à la baisse des émissions, droits de diffusion et stocks, des débiteurs et des espèces, compensée en partie par la diminution des revenus reportés et des créiteurs et charges à payer.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 3 852 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2016, comparativement à 6 425 000 \$ pour la même période de 2015, soit une baisse de 2 573 000 \$ (-40,0 %). Cette baisse est principalement attribuable à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer lesquelles se chiffraient à 4 624 000 \$ au 30 juin 2016 comparativement à 1 442 000 \$ au 31 mars 2016.

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 17 242 000 \$ pour les six premiers mois de 2016, comparativement à 12 993 000 \$ pour la même période de 2015, soit une hausse de 4 249 000 \$ (32,7 %). Cette hausse est principalement attribuable à la variation nette des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer lesquelles se chiffraient à 4 624 000 \$ au 30 juin 2016 comparativement à 8 359 000 \$ au 31 décembre 2015.

Acquisition d'entreprises de 55 500 000 \$ pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 juin 2015. Le 12 avril 2015, la Société a acquis de Transcontinental 14 magazines, dont quatre magazines sont détenus et opérés en partenariat, trois sites web, des contrats relatifs à de l'édition sur mesure et des activités d'édition de livres pour un prix d'achat de 56 286 000 \$, incluant un montant de 786 000 \$ à titre d'ajustement final en lien avec une cible préétablie de fonds de roulement convenue entre les parties. Le processus de répartition du prix d'achat s'est terminé au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2015. Ainsi, l'ajustement final avait été versé au cours du quatrième trimestre de 2015.

Dans le cadre de cette transaction, la Société avait simultanément cédé les activités acquises d'édition de livres à Groupe Sogides inc., une société sous contrôle commun, pour une somme équivalente au prix payé, soit un prix convenu de 720 000 \$ dont 300 000 \$ en espèces ainsi qu'une contrepartie conditionnelle à recevoir évaluée à 420 000 \$ au cours du quatrième trimestre de 2015. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2016, la Société a encaissé un montant de 222 000 \$ à titre de contrepartie conditionnelle finale et a donc enregistré une perte de 198 000 \$ dans ses frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres pour refléter la variation de valeur de cette contrepartie.

Variation nette des placements de 293 000 \$ durant le deuxième trimestre de 2016, comparativement à 539 000 \$ pour la même période de 2015. Au cours du deuxième trimestre 2016, la Société a encaissé un montant de 293 000 \$ lié à un placement de portefeuille alors qu'au cours du deuxième trimestre 2015, la Société avait effectué une mise de fonds de 539 000 \$ dans Télévision ROC.

Variation nette des placements de 293 000 \$ pour les six premiers mois de 2016, comparativement à 2 620 000 \$ pour la même période de 2015. En plus des éléments mentionnés précédemment, la Société avait effectué une mise de fonds de 2 352 000 \$ dans Télévision ROC au cours du premier trimestre 2015 et avait encaissé un montant de 271 000 \$ lié à un placement de portefeuille pour cette même période.

Activités de financement

Dettes à long terme (excluant les frais de financement reportés) relativement stable à 74 928 000 \$ au 30 juin 2016, comparativement à 73 797 000 \$ au 31 décembre 2015, soit une légère hausse de 1 131 000 \$.

Situation financière au 30 juin 2016

Liquidités disponibles nettes de 140 236 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 146 480 000 \$ moins un découvert bancaire de 6 244 000 \$.

Au 30 juin 2016, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6
Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 30 juin
(en milliers de dollars)

2017	5 156	\$
2018	8 437	
2019	13 781	
2020	47 554	
Total	74 928	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 2,8 années au 30 juin 2016 (3,2 années au 31 décembre 2015). La dette était constituée en totalité de dettes à taux variable au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015. La Société utilise un swap de taux d'intérêt pour fixer les déboursés d'intérêts futurs sur une tranche de 36 208 000 \$ de son prêt à terme garanti qui porte intérêt à un taux variable.

La Société dispose également d'un crédit rotatif de 150 000 000 \$ (150 000 000 \$ au 31 décembre 2015) qui a été renouvelé le 3 novembre 2014 et venant à échéance le 24 février 2019. Au 30 juin 2016, une somme de 3 520 000 \$, incluant des lettres de crédit pour un montant de 520 000 \$, avait été prélevée sur le crédit rotatif (des lettres de crédit pour un montant de 425 000 \$ avaient été prélevées sur le crédit rotatif au 31 décembre 2015).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2016, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2016

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2016 et 31 décembre 2015

(en milliers de dollars)

	30 juin 2016		31 décembre 2015		Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>						
Débiteurs	138 299	\$	150 930	\$	(12 631)	\$ Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Émissions, droits de diffusion et stocks	59 127		79 495		(20 368)	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Droits de diffusion	49 269		36 321		12 948	Impact des investissements accrus en programmation et de la variation courante et saisonnière des activités.
Impôts différés	17 443		7 069		10 374	Impact de la comptabilisation d'impôts différés sur la perte actuarielle reconnue pour les régimes de retraite.
<u>Passifs</u>						
Créditeurs et charges à payer	103 099	\$	112 914	\$	(9 815)	\$ Impact de la variation courante et saisonnière des activités et d'une gestion serrée de la trésorerie à la fin 2015.
Revenus reportés	17 023		28 148		(11 125)	Impact de la reconnaissance aux résultats de l'aide gouvernementale et des revenus d'abonnement du secteur magazines.
Passif au titre des prestations définies	30 349		2 322		28 027	Reconnaissance d'une perte actuarielle liée à la diminution du taux d'actualisation.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2016, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	5 156 \$	22 218 \$	47 554 \$	- \$	74 928 \$
Paiement d'intérêts ¹	2 602	3 949	554	-	7 105
Droits de diffusion	206 834	174 746	143 770	338 551	863 901
Autres engagements	13 491	15 173	3 835	881	33 380
Total	228 083 \$	216 086 \$	195 713 \$	339 432 \$	979 314 \$

¹Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 juin 2016 sur l'emprunt à terme rotatif et incluent les frais de disponibilité sur celui-ci.

En 2013, QMI et Groupe TVA ont conclu une entente d'une durée de 12 ans avec Rogers Communications inc. concernant les droits de diffusion francophones de la LNH pour le Canada. Les charges d'exploitation reliées à ce contrat sont constatées dans les charges d'exploitation de la Société et les engagements totaux liés à cette entente ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du second trimestre 2016, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 22 521 000 \$ (27 869 000 \$ au second trimestre 2015).

Pour le deuxième trimestre de 2016, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 12 203 000 \$ (11 969 000 \$ pour le second trimestre de 2015).

De plus, au cours du deuxième trimestre 2016, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 994 000 \$ (906 000 \$ au deuxième trimestre 2015). Ces honoraires sont comptabilisés en réduction des charges d'exploitation.

La Société a également assumé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 955 000 \$ pour le second trimestre de 2016 (1 080 000 \$ pour le second trimestre de 2015).

Au cours des six premiers mois de 2016, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 48 517 000 \$ (51 779 000 \$ pour les six premiers mois de 2015).

Pour les six premiers mois de 2016, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 23 841 000 \$ (21 026 000 \$ pour les six premiers mois de 2015).

De plus, au cours du premier semestre 2016, la Société a facturé des honoraires de gestion à des sociétés sous contrôle commun pour un montant de 1 900 000 \$ (1 687 000 \$ au premier semestre 2015).

La Société a également assumé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 910 000 \$ pour les six premiers mois de 2016 (2 160 000 \$ pour les six premiers mois de 2015).

Télévision ROC

Depuis l'annonce le 13 février 2015 de la cessation des activités de Télévision ROC, société dans laquelle Groupe TVA détient une participation de 49 %, la Société a continué d'effectuer des mises de fonds dans Télévision ROC afin de couvrir les pertes opérationnelles jusqu'à la date de fermeture en plus de couvrir les coûts reliés à la cessation des opérations. Une provision de 1 760 000 \$ est enregistrée dans les créiteurs et charges à payer au 30 juin 2016 afin de couvrir ces coûts.

Aucune mise de fonds n'a été effectuée par les sociétaires au cours du deuxième trimestre 2016 alors qu'une mise de fonds de 1 100 000 \$ avait été effectuée par les sociétaires au cours du deuxième trimestre 2015, dont 539 000 \$ par Groupe TVA et 561 000 \$ par l'autre sociétaire.

Aucune mise de fonds n'a été effectuée par les sociétaires au cours du premier semestre 2016 alors qu'une mise de fonds de 5 900 000 \$ avait été effectuée par les sociétaires au cours du premier semestre 2015, dont 2 891 000 \$ par Groupe TVA et 3 009 000 \$ par l'autre sociétaire.

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 15 juillet 2016. De plus, 414 121 options d'achat d'actions classe B de la Société et 222 400 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 15 juillet 2016.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 15 juillet 2016
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	38 885 535	5,33 \$

Juste valeur des instruments financiers

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et
- niveau 3 : les données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé sont fondées sur un modèle d'évaluation en utilisant les données du niveau 2. Les justes valeurs sont fondées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments financiers similaires comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme et de l'instrument financier dérivé au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

Tableau 10
Juste valeur des instruments financiers
(en milliers de dollars)

	30 juin 2016		31 décembre 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Instrument financier dérivé	558 \$	558 \$	814 \$	814 \$
Dette à long terme ¹	74 928	74 928	73 797	73 797

¹La valeur comptable de la dette à long terme exclut les frais de financement.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2016, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents et les risques liés à la perte de clients clés dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels), les risques liés aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter

que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupe TVA.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2015 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 1^{er} août 2016 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 1^{er} août 2016

Tableau 11
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2016	2016	2015	2015
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Produits d'exploitation	144 229 \$	145 523 \$	165 429 \$	138 523 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	2 427 \$	297 \$	16 846 \$	30 864 \$
Perte nette attribuable aux actionnaires	(5 676) \$	(7 389) \$	(1 472) \$	(36 455) \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,13) \$	(0,17) \$	(0,03) \$	(0,84) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	43 206	43 206	43 206
	2015	2015	2014	2014
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Produits d'exploitation	159 424 \$	126 514 \$	129 794 \$	94 525 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)	7 371 \$	(7 691) \$	6 814 \$	7 638 \$
Perte nette attribuable aux actionnaires	(2 588) \$	(14 711) \$	(4 418) \$	(35 670) \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	(0,06) \$	(0,57) \$	(0,19) \$	(1,50) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	43 206	25 693	23 771	23 771

- Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dû, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires, aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public et aux besoins en facilité de production des producteurs internationaux et locaux. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité.
- Dans le secteur télédiffusion et production, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation et à la diffusion des événements sportifs en direct, alors que dans le secteur magazines, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Dans le secteur des services cinématographiques et audiovisuels, les charges d'exploitation varient en fonction des besoins en service de production des producteurs internationaux et locaux.

Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires peuvent varier d'un trimestre à l'autre.